

FONDATION CARITAS FRANCE



R A P P O R T D ' A C T I V I T É

2009/2010



Photo : Jean-Christophe Hecquet

LE MOT DU PRÉSIDENT

Face à l'accroissement des inégalités et des situations d'exclusion, pour garantir le financement d'actions de soutien aux personnes les plus défavorisées en France et dans le monde, le Secours Catholique n'a de cesse de trouver de nouveaux moyens de mobiliser des ressources.

C'est dans cette perspective que l'idée de la Fondation Caritas France est née. À la suite du soixantième anniversaire du Secours Catholique, la création de ce nouvel outil pérenne permettait de compléter les moyens de lutte contre la pauvreté en donnant la priorité à des projets innovants et transposables.

Ce projet répondait aussi à une attente forte de donateurs. Des personnes, souvent des familles, souhaitent s'engager non seulement dans le financement de projets, mais aussi dans l'accompagnement personnel de ces projets. Des associations et des entreprises, en résonance avec les valeurs et les missions du Secours Catholique, attendaient la possibilité de créer une fondation aussi simplement que possible.

La volonté du Secours Catholique convergeant avec celles de multiples acteurs poursuivant des buts semblables, il fut ainsi décidé de créer une fondation, reconnue d'utilité publique, ayant la possibilité de collecter pour financer ses propres projets, mais aussi d'abriter des fondations familiales, associatives ou d'entreprise.

Pour assurer la pérennité de la Fondation Caritas France, le Secours Catholique l'a dotée d'un fond intangible de cinq millions d'euros. Le dossier introduit auprès du ministère de l'Intérieur en octobre 2008 s'est conclu par le décret de création, signé par le Premier ministre neuf mois plus tard, le 16 juin 2009.

Ce rapport retrace la première étape de la vie de la fondation, de juin 2009 à décembre 2010. Durant cet exercice de 18 mois, 76 projets ont été financés pour plus de 3 millions d'euros, sans compter les actions propres des neuf fondations abritées.

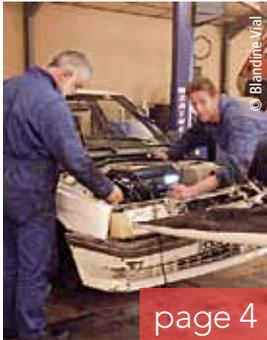
Je remercie chaleureusement les 2 500 premiers donateurs qui ont généreusement accompagné le lancement de cette belle initiative.

| Gaston VANDECANDELAERE

INCARNE LES VOLONTÉS DE LUTTER

PLUS DURABLEMENT ET PLUS PERSONNELLEMENT CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION

4 missions stratégiques



page 4

Soutenir des expérimentations sociales en France

Les solutions qui ont jusqu'ici fait leurs preuves ne seront pas nécessairement les plus adaptées aux nouveaux enjeux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. C'est pourquoi la Fondation Caritas France encourage l'émergence de nouvelles pratiques en plus de soutenir des projets établis. Elle favorise la recherche, l'expérimentation, l'essaimage et la démultiplication de réponses sociales innovantes dans les secteurs de l'emploi, de l'hébergement, de la formation... Ci-contre, en photo, l'expérience originale du garage solidaire *Solidarauto 49* à Angers.

Répondre aux besoins essentiels définis par les Objectifs du Millénaire des Nations Unies

À l'étranger, la Fondation soutient avant tout des projets apportant des réponses efficaces et durables aux besoins essentiels: sécurité alimentaire, eau, éducation, santé. Elle s'appuie pour cela sur des acteurs locaux et particulièrement sur le réseau international des 163 Caritas, au cœur de la connaissance de la réalité socio-économique de leurs pays et guidées par l'esprit de bien commun.



page 9



Permettre aux donateurs de s'impliquer par le biais de fondations abritées

Les détenteurs de grands patrimoines professionnalisent leurs démarches philanthropiques. Entrepreneurs plus que donateurs, ils entendent dépasser la simple donation, être acteurs du choix et de la conduite des projets qu'ils financent. En ligne avec les valeurs et les actions du Secours Catholique, la Fondation leur permet, au-delà d'un cadre fiscal avantageux, de créer leur propre véhicule philanthropique. Ils peuvent ainsi impliquer leurs compétences et leurs familles tout autant que leur patrimoine dans la concrétisation de leur vision généreuse.

Favoriser la recherche sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion

La Fondation contribue au développement de la recherche sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Un lien particulier s'est construit avec l'Institut de France par le biais de la Fondation de recherche Caritas qui décerne chaque année un prix d'une valeur de 10 000 € à un jeune chercheur en sciences sociales ou à un projet innovant. En 2010, le Prix de Recherche Caritas a été décerné à Nicolas Duvoux, maître de conférences en sociologie à l'Université Paris Descartes, pour sa thèse de doctorat intitulée *L'autonomie des assistés*.



page 18



250 emplois
créés en insertion

400 chômeurs
accompagnés

700 familles aidées

198 personnes hébergées

250 bénévoles formés

6 000 personnes
sensibilisées à la solidarité

SOUTENIR DES PROJETS À FORT IMPACT OU INNOVANTS : LOGEMENT, EMPLOI, FORMATION

La pauvreté combine souvent l'exclusion économique et la solitude. La combattre reste l'un des plus grands enjeux sociaux en Europe. Au terme de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté, aucune décision forte n'a été prise, notamment en ce qui concerne un "revenu minimum décent" pour tous les citoyens de l'Union Européenne. Seule volonté affichée des Vingt-Sept : faire baisser de 20 millions le nombre de pauvres (estimé à 116 millions) sur l'ensemble du territoire européen.

En France, plus de 8 millions de personnes, dont un quart sont des enfants, vivent sous le seuil de pauvreté. Les statistiques publiées chaque année par le Secours Catholique dessinent une évolution préoccupante de la précarité depuis les débuts de la crise en 2008 :

- une proportion croissante de familles ne dispose que des transferts sociaux pour vivre (RSA, allocations familiales, aide au logement...);
- les ressources des personnes rencontrées se situaient en moyenne, en 2009, à 500 € par mois, très largement en dessous du seuil de pauvreté estimé à 940 € ;
- fait particulièrement alarmant, le nombre d'enfants vivant en familles monoparentales pauvres progresse d'année en année ;
- les jeunes, les étrangers et les personnes âgées se retrouvent également en nombre croissant dans les accueils de l'association.

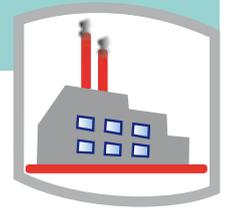
Face à ces nouvelles équations de la pauvreté et de l'exclusion, les solutions qui ont fait jusqu'ici leurs preuves ne resteront pas nécessairement les plus adaptées. La Fondation Caritas France soutient ainsi des projets établis tout en encourageant l'émergence de nouvelles pratiques, favorisant la recherche, l'expérimentation, l'essaimage et la démultiplication de réponses sociales innovantes.

Elle agit en priorité sur les principaux problèmes auxquels sont confrontées les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion : l'emploi, le logement, la formation...

Axes d'intervention

De juin 2009 à fin 2010, 48 projets ont été soutenus en France, pour un montant de 1 553 557 €.

	Hébergement / Logement 35 % 17 projets 523 845 €
	Emploi / Insertion 27 % 9 projets 438 470 €
	Formation 19 % 5 projets 278 000 €
	Innovation sociale / Recherche 11 % 10 projets 163 242 €
	Autres (culture, microcrédit, mobilité...) 8 % 7 projets 150 000 €



En 40 ans, le nombre de personnes occupant un emploi en France est passé de 19 à 26 millions, notamment en raison de la forte montée du travail féminin. Mais, derrière cette belle croissance, le monde du travail cache de plus sombres visages.

Tertiaire avant tout, l'emploi déserte le monde rural (3 % seulement de la main-d'œuvre). Il se raréfie et il se précarise pour la main-d'œuvre non qualifiée, surtout chez les jeunes. Il se répand à temps partiel, subi particulièrement par les femmes, en horaires décalés, le week-end... pesant lourdement sur la vie de famille.

Surtout, l'emploi n'est plus une garantie d'être à l'abri de la pauvreté. Les travailleurs pauvres sont des femmes, des jeunes, des seniors, des étrangers, des victimes d'accidents de la vie, dont le salaire ne suffit pas à leur assurer des conditions de vie décentes. La création du Revenu de Solidarité Active en est la preuve.

La Fondation Caritas France soutient les initiatives, souvent innovantes, d'acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire, pour permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes peu qualifiées, exclues des circuits classiques de l'économie.

(focus sur) SOLIDARAUTO 49

Sortir de la voie de garage du chômage

Comment trouver un emploi en zone rurale quand on n'a pas les moyens d'acheter une voiture, de payer des réparations mécaniques ou un contrôle technique? Équation insoluble à laquelle la délégation angevine du Secours Catholique est quotidiennement confrontée: 60 % des demandes de microcrédit qu'elle reçoit concernent l'acquisition d'un véhicule.

S'inspirant d'une expérience menée en Bretagne, la délégation lance en 2009 l'idée d'un garage solidaire. Un bénévole, Luc Cousseau, prend une année de disponibilité de son emploi de postier pour développer l'association Solidarauto 49. La Fondation

Caritas France choisit d'accompagner le lancement de ce garage original, qui répond à un besoin criant, en finançant à hauteur de 25 000 € l'achat de l'équipement nécessaire au démarrage de l'activité.

Lancé en octobre 2010, Solidarauto 49 s'attaque à la question de l'emploi dans toutes ses dimensions puisqu'elle est également une entreprise d'insertion permettant à cinq chômeurs de longue durée de retrouver le chemin d'un emploi dans la mécanique. Ouvert à tous, le garage réserve des tarifs préférentiels aux bénéficiaires de minimas sociaux envoyés par la CAF ou les assistantes sociales. Il leur propose éga-

lement un service d'achat de voiture, par le biais de micro-crédits sociaux. « *Le prix du véhicule tourne entre 1 500 € et 2 000 €. Nous appelons au don de voiture, qui est déductible des impôts, mais il ne faut pas qu'il y ait plus d'une dizaine d'heures de travail et 400 € de pièces détachées pour que cela soit rentable* », explique Luc Cousseau, devenu un véritable chef d'entreprise.

Le succès est au rendez-vous. En quelques mois, près de 45 voitures auront ainsi été données à Solidarauto 49. Et le système profite à tous. « *Les clients "classiques" ou les femmes viennent chez nous autant par esprit de solidarité que parce qu'ils savent*



FINANCEMENT: 25 000 €

qu'ils ne risquent pas d'être trompés sur le montant ou l'ampleur des réparations à faire, précise Luc Cousseau. Quant aux salariés en insertion, outre un retour à l'emploi, ils ont le sentiment valorisant de véritablement "rendre service" ».

Ecodair **Embaucher plus de personnes handicapées psychiques grâce à un logiciel**

L'entreprise Ecodair remet à neuf des ordinateurs donnés par des entreprises ou des collectivités. Elle les revend ensuite à bas prix pour lutter contre la fracture numérique. Le reconditionnement est effectué par des

personnes handicapées psychiques, tandis que le service après-vente et le service informatique à domicile sont assurés par des travailleurs en insertion. La Fondation Caritas France a soutenu la création d'un logiciel permettant d'au-

tomatiser la configuration des ordinateurs reconditionnés. Grâce à cet outil, l'entreprise peut accroître sa productivité et ainsi augmenter le nombre de postes pour les personnes handicapées psychiques ou en insertion.

FINANCEMENT: 53 000 €



Manque de logements sociaux, insalubrité, espace réduit : 3,5 millions de personnes sont très mal logées en France. L'affirmation d'un droit au logement opposable (DALO) se heurte ainsi à la pénurie d'habitations. L'éclatement des familles augmente la demande. Le chômage fragilise la capacité à conserver son logement. Et la flambée des prix de l'immobilier freine la construction de nouveaux logements sociaux.

Le contexte est difficile pour bon nombre de personnes ayant un domicile. Il l'est encore plus pour les sans-abri, ces 100 000 personnes sans toit et vivant dans la pauvreté absolue dont la France redécouvre la détresse chaque année aux abords de l'hiver. L'humanisation des centres d'hébergement, la formation d'équipes plus professionnelles dans l'accueil, l'écoute et l'orientation des sans-domicile, ou encore la création de nouvelles places, maisons-relais ou équipes mobiles allant au-devant des plus fragiles... entrent dans les premières priorités de la Fondation Caritas France.

(focus sur) **ANTIGEL**

Se décharger d'un poids et se remettre en mouvement



FINANCEMENT: 20 000 €

À Paris, depuis plus de 10 ans, l'association Antigél, pilotée par une trentaine de bénévoles de la paroisse Saint Jean Baptiste de Grenelle, organise une maraude auprès de 200 sans-domicile du quartier. En 2009, l'association lance le projet d'une bagagerie, inspirée du modèle créé aux Halles en 2007 par Mains Libres. *« Les sans-domicile avec qui nous échangeons nous disaient : "c'est notre dernière richesse, mais ces 40 kg de bagages nous pèsent" »*, se souvient Guy François, Président d'Antigel. Un poids

physique et donc social : stigmatisation visuelle, frein à la recherche d'emploi ou aux démarches administratives...

« Bâton de pèlerin en main », Antigél trouve des soutiens et un local, dans le XV^e arrondissement de Paris. La bagagerie voit le jour à l'automne 2010, à force d'énergie et de travaux – *« il fallait tout faire ! »* – auxquels la Fondation Caritas France a apporté son soutien.

Cette bagagerie (budget annuel : 40 K€) est co-gérée par des bénévoles et des personnes sans domicile qui font

aussi partie du conseil d'administration, les décisions se prenant à l'unanimité. Au-delà du service de garde de bagages, elle forme aussi un lieu d'accueil et de convivialité, un point d'entrée vers les services sociaux. *« Rejoindre la bagagerie, c'est accepter de rentrer dans une dynamique de remise en mouvement*, insiste Guy François. *À terme, nous avons la volonté de renforcer cette dimension et de proposer à la cinquantaine de personnes que nous pouvons accueillir un projet différent des services sociaux classiques. »*

Aux Captifs, la libération

Un toit partagé vers une vie autonome

Créée en 1981, l'association Aux Captifs, la libération rencontre et accompagne plus de 7 000 personnes de la rue par an. Sa mission : aider ces personnes à résoudre, à leur rythme, leurs problèmes de santé, d'emploi, de logement... et à retrouver une vie sociale. Innovant au service de cette mission, en 2010, les "Captifs" ont mis en place un centre d'hébergement et de stabilisation au cœur du XV^e arrondissement de Paris,

rue de Vaugirard : le Centre Valgiros. Ce lieu de 1 000 m² propose un espace-temps de tranquillité permettant de programmer son retour vers l'autonomie. Mais sa plus grande particularité est que la vingtaine de personnes hébergées y partage des logements. Entre elles ainsi qu'avec une dizaine de bénévoles résidents. Ces bénévoles gardent une activité extérieure et assurent une mission d'écoute et de soutien. Ils participent

surtout, par leur présence gratuite (un an au moins) et le partage des gestes quotidiens, à la revalorisation de soi nécessaire à toute resocialisation. La Fondation Caritas France s'est associée à la création de ce lieu pas tout à fait comme les autres en finançant l'équipement des appartements (espaces pour huit personnes, deux-pièces et studios), soit un soutien d'environ 1/6 du budget total du projet.

FINANCEMENT: 50 000 €



L'enjeu de la formation est crucial : trouver ou retrouver un emploi, être capable de rebondir face à une difficulté, de progresser dans sa vie professionnelle... Pourtant, près de 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans formation, seuls 24 % des travailleurs non diplômés accèdent à la formation continue, et les travailleurs précaires – à temps partiel – sont souvent exclus de la formation, les employeurs ne voyant pas l'intérêt de miser sur ce public fragile.

Dans le champ de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, la formation représente aussi un enjeu de taille et une nécessité croissante pour les salariés ou les bénévoles du secteur associatif. Se former à l'accueil et à l'écoute. Être à l'aise dans les arcanes d'une administration ou mieux appréhender des lois toujours plus complexes. Savoir prendre du recul face à l'agressivité de certaines personnes soutenues. La Fondation Caritas France accompagne ceux qui accompagnent pour leur permettre de toujours mieux mener à bien leur mission. Au bénéfice final d'un plus grand nombre de personnes en difficulté.

(focus sur) **CEPIJE**

Quand un centre d'accueil pour jeunes cherche à essaimer...

Depuis une quinzaine d'années, le Centre Paroissial Initiatives Jeunes (CEPIJE), né à l'initiative de la Paroisse Saint Pierre de Montrouge, accueille des jeunes de 10 à 25 ans en difficulté. Ses trois mots d'ordre : confiance, initiative et responsabilité. « *Depuis quarante ans que je vis avec ces jeunes, affirme Olivier Le Duc, Directeur du Centre, je suis parvenu à une conclusion : la seule manière de les aider à avancer est que ce soient eux les pilotes des projets* ». D'une web-radio au sport ou à la vidéo, les jeunes sont ainsi

à l'origine et aux commandes des activités proposées. « *Ils deviennent co-créateurs de leur vie... et de celle des autres puisqu'ils transmettent ce qu'ils ont appris* ». La méthode ayant fait ses preuves – Olivier Le Duc parle de "fécondité" plus que d'efficacité – le CEPIJE commence à initier la création d'un second centre à Boulogne-Billancourt. Mais recruter un Directeur en résonance avec ses valeurs et ses méthodes s'avère plus difficile que prévu. Et la perspective d'un essaimage à plus large échelle (développement

à Suresnes, projet à Antony et deux autres centres prévus d'ici deux à trois ans dans le XVII^e arrondissement de Paris et les Hauts de Seine) renforce l'idée naturelle que c'est à des jeunes "baignés" par le CEPIJE que devrait revenir la mission de co-piloter les nouveaux centres. Grâce au soutien de la Fondation Caritas France, quatre jeunes précédemment bénévoles sont en cours de formation au métier d'animateur (Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport). Ils pourraient ainsi, à terme, prendre



FINANCEMENT : 75 000 €

les fonctions de Directeurs Adjoints des Centres. Une façon de leur offrir un véritable parcours professionnel mais aussi, selon Olivier Le Duc, de garantir que les structures « *ne dérivent pas vers des centres de loisirs avec des activités à consommer* ».

Solidarités Nouvelles Face au Chômage **Des bénévoles plus compétents pour un meilleur accompagnement**

Solidarités Nouvelles Face au Chômage (SNC) a été créée en 1995 pour combattre l'exclusion et le chômage. Au sein de ses 104 groupes locaux de solidarité, 1 200 bénévoles soutiennent chaque année plus de 2 000 demandeurs d'emplois dans leurs démarches. Chacun est accompagné par deux bénévoles, créant ainsi un échange

à trois libre, amical et volontaire. Parler de ses difficultés, préparer un entretien, choisir une formation... l'appui apporté est varié et cherche avant tout à stimuler et valoriser le demandeur d'emploi. Pour un meilleur accompagnement vers le retour à l'emploi, la Fondation Caritas France finance le renforcement de l'animation et la formation

d'une centaine de bénévoles par an : techniques de recherche d'emploi, relation d'aide... Ces formations portent également sur la création d'emplois de développement : parallèlement à ses activités de soutien, SNC crée et finance en effet des emplois pour certaines personnes accompagnées dans des associations partenaires.

**FINANCEMENT : 25 000 €/an
PENDANT 3 ANS**



Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le secteur associatif s'est fortement développé, lançant une multitude d'initiatives sociales innovantes – et souvent exemplaires – que la création de la Sécurité Sociale a contribué à soutenir. Mais les réponses créées il y a 60 ans, il y a 30 ans, il y a 10 ans... ne seront pas nécessairement les plus adaptées aux enjeux sociaux de demain.

De nouvelles voies émergent. Les *Écoles de la deuxième chance* proposent un retour à l'école aux jeunes sortis du système éducatif sans qualification et sans emploi. *Tissons la solidarité* crée de l'emploi à partir de la récupération de vêtements et du traitement des déchets. Des micro-unités de vie permettent la resocialisation des plus exclus. Des maisons de la parentalité reconstruisent le lien parents-enfants. De nouveaux services à la personne permettent au monde rural, aux personnes âgées, aux handicapés, de vivre mieux ou moins reclus.

La Fondation Caritas France soutient la poursuite du travail de recherche et d'expérimentation afin de permettre l'émergence de pratiques sociales, plus adaptées et plus durables.

(focus sur) GARRIGUES

Une épicerie solidaire et "implicante" qui roule

Dans le sud-est de la France, la bien nommée association **Garrigues** est devenue une référence dans l'action contre la pauvreté et l'exclusion en milieu rural. Sa méthode : proposer un espace de service mais aussi d'implication aux personnes en difficulté. L'association gère ainsi une plateforme multiservice réalisant – entre autres – de petits travaux de bricolage à domicile, rémunérés en fonction des revenus des personnes les sollicitant. Elle est également en pointe dans le domaine de l'aide à la mobilité : site internet de covoiturage solidaire, transport à la demande, location de mobylettes.

Garrigues coordonne enfin une épicerie sociale itinérante qui se déplace sur 5 lieux par semaine. Chaque jour dans un nouveau village, l'épicerie propose de la vente de produits variés le matin ainsi qu'un espace de convivialité et des ateliers, l'après-midi. Elle bénéficie à près de 400 familles par an. « Avec cette épicerie, nous pouvons agir sur le budget des familles en amont des grosses difficultés pour les aider à affronter une dépense imprévue – une réparation de voiture par exemple – ou à réaliser un projet. Elles travaillent sur leur budget avec nos deux conseillers en économie familiale et nous les ac-

compagnons sur quelques semaines ou quelques mois », explique Mathieu Galand, directeur de Garrigues.

Derrière toutes ces activités, pas de bénévoles "classiques" mais une soixantaine de "personnes impliquées". En parcours d'insertion, bénéficiaires de l'association... Ces personnes peuvent ici retrouver un espace de valorisation sociale en mettant en œuvre leurs savoir-faire (bricolage, gestion de la plateforme de transport, animation d'ateliers en marge de l'épicerie itinérante...). Ce sont ainsi eux qui tiennent l'épicerie, conçue « au plus proche des modèles de la dis-



FINANCEMENT : 35 000 €

tribution classique afin d'ouvrir une porte sur un emploi dans ce secteur ». Afin de permettre à cette association toujours en quête d'innovation sociale de continuer à remplir sa mission, la Fondation Caritas France a financé le remplacement du camion-épicerie, arrivé en bout de course.

Expérimentation collective

Ex-détenus : inventer la fin de vie en liberté

La loi Kouchner du 4 mars 2002 relative aux droits des malades a créé la possibilité d'une suspension de peine de prison pour raisons médicales. Cette mesure bénéficie notamment à des personnes en fin de vie. Mais aucun accueil adapté à ces personnes en fin de vie et parmi les plus exclues n'existe dans les struc-

tures d'hébergement actuelles. Un collectif d'associations (Croix Rouge, petits frères des Pauvres, Association des Cités du Secours Catholique...) s'est ainsi lancé dans un projet expérimental : la formation de 65 bénévoles et salariés de structures d'accueil à l'accompagnement de fin de vie et aux représentations vis-à-vis du

public sortant de prison. Une fois validé par cette expérimentation, le projet pourra se déployer largement et durablement en faisant appel à des financements publics. La Fondation Caritas France soutient cette phase expérimentale, encourageant ainsi l'innovation sociale et le potentiel à long terme du projet.

FINANCEMENT : 30 000 €



398 000 personnes ont bénéficié de prévention et de soins dans les domaines du paludisme et du Sida

120 000 personnes ont eu accès à l'eau potable

62 000 personnes ont reçu des aides pour développer l'agriculture

3 600 jeunes ont bénéficié d'infrastructures scolaires et de formation professionnelle

RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS : EAU, SANTÉ, ÉDUCATION, AGRICULTURE

Le choix du Secours Catholique d'appeler sa fondation dédiée à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion "Fondation Caritas France" est porteur de sens. S'il manque encore de notoriété en France, Caritas dont le Secours Catholique est membre, est pourtant le premier réseau privé d'aide au monde. Les 163 Caritas interviennent en faveur des populations les plus nécessiteuses, sans préjugés de race ou de religion, dans près de 200 pays et territoires. Elles soutiennent chaque année plus de 24 millions de personnes grâce aux efforts conjugués de 400 000 salariés et plus de 600 000 bénévoles.

Au cœur de la connaissance de la réalité socio-économique de son pays, guidée par l'esprit de bien commun, chaque Caritas représente ainsi pour la Fondation un conseiller avisé dans le choix des projets à soutenir, un relais de confiance dans la distribution des financements, et un acteur de terrain compétent dans le suivi des projets soutenus.

Face aux innombrables besoins, la Fondation Caritas France a choisi d'orienter son action à l'international sur la réponse aux besoins essentiels tels que définis dans les Objectifs du Millénaire des Nations Unies. Ces objectifs adoptés en 2000 afin de concentrer les efforts internationaux pour réduire la pauvreté de moitié à horizon 2015, constituent un cadre de travail structurant pour les premières années de travail de la Fondation.

Parmi ces objectifs, la Fondation Caritas France soutient avant tout des projets apportant des réponses efficaces et durables aux besoins essentiels : eau, santé, éducation, sécurité alimentaire... Afin de maximiser son impact, elle concentre par ailleurs l'essentiel de ses aides sur les Pays les Moins Avancés, avec une priorité à l'Afrique.

Ci-dessus, en photo, une femme agricultrice dans la région du Sahel.



Axes d'intervention

De juin 2009 à fin 2010, 28 projets ont été financés pour un montant total de 2 103 270 €.

	Eau / Énergie 34 % 6 projets 706 000 €
	Santé / Prévention 27 % 6 projets 568 000 €
	Éducation / Formation professionnelle 24 % 8 projets 505 900 €
	Sécurité alimentaire / Développement rural 15 % 8 projets 323 370 €



Indispensable source de vie, l'eau devient de plus en plus rare et précieuse. D'ici 2020, la moitié de la planète pourrait manquer d'eau potable, selon le Water Management Institute. Aujourd'hui, 900 millions de personnes dans le monde n'y ont pas accès, dont près de 155 millions en Afrique de l'Ouest et du centre. Au-delà de l'accès à l'eau, l'assainissement est un problème de santé publique mondial : 90 % des eaux usées des pays en développement ne sont pas traitées.

Alors que l'eau est la principale préoccupation des Objectifs du Millénaire et que les Nations Unies ont reconnu l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain en juillet 2010, la part de l'aide publique au développement dédiée au secteur de l'eau a pourtant baissé de 30 % en dix ans.

Face à ces chiffres et à l'impératif absolu de l'eau, la Fondation Caritas France s'implique dans divers domaines : réhabiliter des puits existants, opérer de nouveaux forages, capter des sources, veiller à l'épuration des eaux usées, reboiser... mais aussi et surtout travailler à l'organisation et à l'implication des communautés bénéficiaires pour garantir une gestion pérenne et démocratique de la ressource.

(zoom sur) RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Faire naître un cycle de l'eau sain et pérenne pour lutter contre les maladies d'origine hydrique

La situation politique et économique de la République Démocratique du Congo (RDC) est très fragile du fait de la succession de conflits armés depuis 1996. À l'est du pays, les provinces du Kivu (Nord et Sud) ont été particulièrement affectées. Les modes de vie et les moyens de subsistance des populations ont été bouleversés, les conditions de vie sont très précaires, notamment en ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement. Les maladies d'origine hydrique sont en forte recrudescence : choléra ou dysenterie constituent 30 % des cas consultés dans les centres de santé, en

deuxième position après le paludisme.

Depuis près de vingt ans, la Caritas Développement de Goma (Nord Kivu) et le Bureau Diocésain de Développement et des Œuvres Sociales (Sud Kivu) sont investis dans des programmes d'amélioration des conditions de vie, avec notamment d'importants programmes dédiés à l'accès à l'eau potable : plus de 3 000 sources déjà captées et aménagées, près de 1 200 latrines modèles construites. Le nouveau volet de ce programme, déployé de fin 2010 à fin 2011 et bénéficiant à plus de 30 000 personnes, vise à continuer à

faire reculer les maladies d'origine hydrique par un meilleur accès à l'eau ainsi qu'une amélioration de l'hygiène et de l'assainissement.

Ce projet, appuyé sur un engagement fort des populations locales, comporte trois volets. D'abord faciliter l'accès à l'eau potable (70 nouvelles sources captées et aménagées, 160 anciennes réhabilitées). Il prévoit également la construction d'une centaine de latrines familiales, de bacs à lessive ou d'abreuvoirs. Le programme comporte par ailleurs un volet "sensibilisation", visant à améliorer les connaissances et les pratiques des commu-



FINANCEMENT : 100 000 €

nautés quant à l'hygiène et à l'assainissement. Enfin, les partenaires assureront la maintenance et la pérennisation des ouvrages hydrauliques.

TOGO Arroser les savanes...

Dans la région des Savanes, au Togo, la saison sèche peut durer jusqu'à six mois par an. Ces longs mois sans précipitations rendent difficile l'approvisionnement en eau de la population et freinent le développement des activités agricoles ou d'élevage. Cette zone, autour de la ville de Dapaong,

est ainsi l'une des plus arides mais aussi les plus pauvres du pays. Le programme financé par la Fondation Caritas France, adossée à l'expertise technique de la Fondation Sogréah ainsi que sur le cofinancement du Grand Lyon, vise à améliorer l'état sanitaire des populations par un meilleur accès à l'eau

et un meilleur entretien des points d'eau. Il bénéficiera directement à 14 000 personnes au travers de la création de 30 puits, de la réalisation de 15 forages et de la réhabilitation de 12 anciens points d'eau. Un volet de formation de comités de suivi villageois est également prévu.

FINANCEMENT : 73 000 €



Aux dires mêmes des chefs d'États réunis à l'ONU en septembre 2010, les progrès réalisés en termes de santé "ne sont pas à la hauteur de ce qui serait nécessaire" au regard des Objectifs du Millénaire. La mortalité infantile reste de 18 % en Afrique subsaharienne, les grandes pandémies (Sida, tuberculose et paludisme) font chaque année plus de 3 millions de victimes...

Deux axes d'intervention, la santé infantile et les grandes pandémies, se sont naturellement inscrits dès l'origine au cœur des missions de la Fondation Caritas France, avec une concentration particulière sur le paludisme qui touche plus de 250 millions de personnes et cause 850 000 décès chaque année dans le monde. Au cœur de l'épidémie : l'Afrique (90 % des victimes) et les enfants (40 % des victimes ont moins de cinq ans, le paludisme tue un enfant toutes les 30 secondes).

En attendant que les diverses expérimentations en cours fassent éclore un vaccin, la formation des agents de santé, la prévention et le traitement des mères et enfants restent des priorités vitales.

(zoom sur) RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Traitements, moustiquaires et formation, un "trio-pilote" contre le paludisme conçu avec Sanofi-Aventis

Le paludisme est l'une des priorités du réseau Caritas, particulièrement en Afrique subsaharienne. En 2007, le Secours Catholique se lance dans une évaluation de son action dans cette zone, afin de la rendre plus efficace. Mais « pour avoir un état des lieux professionnel et objectif, et pouvoir dépasser la logique de réponse à court terme, il nous a semblé indispensable de nous appuyer sur des compétences médicales solides et de développer des partenariats » explique Vincent Godebout, Responsable Mécénat et Partenariats entreprises.

Le Secours Catholique rencontre ainsi Sanofi Aventis, qui a développé un médicament

permettant de faire face à des crises majeures de paludisme, mais dont la diffusion se heurte à de nombreux obstacles, notamment en Afrique francophone. « Nous avons constaté que les Caritas avaient en charge 40 à 50 % des soins. Nous avons donc proposé au Secours Catholique-Caritas France de mener une réflexion commune » raconte René Cazetien, Directeur de l'action médicaments chez Sanofi-Aventis.

Avec l'appui d'un comité indépendant de médecins experts spécialement mis en place, les partenaires établissent, sur la base d'un questionnaire envoyé au terrain, une cartographie fine des compétences et

des moyens en place... mais aussi des besoins. Dès lors une réponse plus ciblée se met en place et est testée en priorité en République Démocratique du Congo (2^e pays le plus touché par la pandémie après le Nigeria, d'après l'OMS).

Ce programme d'action expérimental combine la distribution de moustiquaires (40 000) et de médicaments achetés à prix coûtant à Sanofi-Aventis (128 000 enfants et 32 000 femmes enceintes traités). À ces mesures directes, le projet allie des campagnes de sensibilisation de la population aux dangers du paludisme et surtout un important volet formation : 24 médecins référents formateurs, 50 infirmières,



FINANCEMENT : 120 000 €

mais aussi 300 relais communautaires. La Fondation Caritas France a choisi de soutenir le développement de cette expérimentation en RDC afin de lui permettre ensuite d'essaimer (jusqu'à 12 pays d'Afrique subsaharienne à terme).

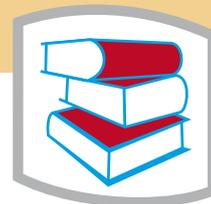
BÉNIN Un soutien global aux malades du Sida

Au Bénin, malgré les efforts mis en place, le Sida touche encore près de 2 % de la population, particulièrement la population active et les jeunes femmes. Un projet national d'appui aux malades a démarré en 1997 et en est à sa

4^e phase. Cette phase touchera 5 000 personnes, 3 500 vivant avec le VIH et 1 500 orphelins et enfants particulièrement vulnérables. Elle propose des approches originales dans la prise en charge psychosociale des orphelins, l'aide

au sein des communautés, ainsi que le recours à la pharmacopée et nutrition traditionnelle en complément des thérapies. La Fondation Caritas France apporte son soutien à cette nouvelle phase du projet mené par Caritas Bénin.

FINANCEMENT : 95 000 €



Malgré des progrès, près de 100 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés dans le monde. En Afrique, où 41 % de la population a moins de 15 ans, l'éducation a fait les frais des politiques d'ajustement des années 80 et l'école est trop souvent devenue payante. Même lorsqu'elle est accessible, l'éducation reste fréquemment déficiente : classes de 60 à 100 élèves, faible accès aux manuels scolaires, sous-représentation des filles – reléguées aux tâches domestiques – à tous les niveaux scolaires. Le taux d'alphabétisation des filles a pourtant une incidence directe sur le taux de fécondité et la santé infantile.

Sans éducation ou formation suffisantes, quelle possibilité d'emploi ? Cent millions de jeunes Africains n'ont pas de travail.

Pour les jeunes laissés pour compte de l'enseignement formel, apprendre un métier est une alternative à la rue, à la délinquance ou à l'immigration. Afin de leur permettre d'accéder à une autonomie personnelle et financière, de sortir de la marginalité par l'apprentissage d'un métier, la Fondation Caritas France soutient des initiatives en faveur des jeunes sortis prématurément de l'école ou avec un faible niveau de qualification.

(zoom sur) CÔTE D'IVOIRE

Former, accompagner mais aussi "former à former"

L'Action Sociale en Milieu Urbain (ASMU) – initiative du Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP) – permet à des jeunes vivant dans les quartiers marginalisés d'Abidjan de recevoir une formation professionnelle dans le métier de leur choix (une quinzaine proposés). Âgés de 14 à 25 ans, exclus du système scolaire et sans formation, ces jeunes – dont la situation s'est considérablement dégradée avec la crise politico-militaire traversée par le pays au cours de la dernière décennie – commencent par suivre une phase "test" de trois mois.

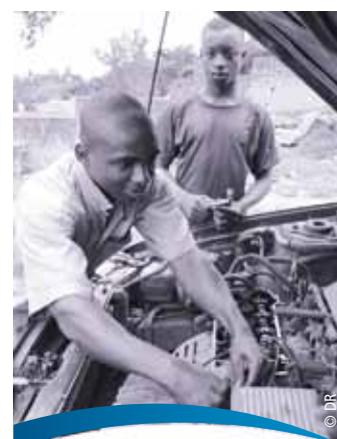
Durant cette période, ils participent à une séance d'écoute

active par semaine pour « éprouver leur motivation mais surtout être accompagnés dans le choix d'un métier et se préparer aux difficultés de l'apprentissage » explique Lucien Koffi Kouadio, Directeur de l'ASMU. En 2010, l'ASMU a accompagné 327 jeunes dont 170 nouvellement placés en apprentissage pour trois années auprès d'un Maître Artisan. Plus de 60 % des apprentis sont des jeunes filles, fait d'importance dans un pays où « les familles privilégient encore la scolarisation des garçons contre la quête d'un mari pour les filles ».

Une fois placés, pas question pour l'ASMU de lâcher ses

jeunes : cours d'alphabétisation quotidiens (seuls 12 % savent lire et écrire à leur entrée dans le cursus) et, une fois par mois, formations sur des thèmes de société (hygiène de vie, comportement au travail). En seconde année, les jeunes sont formés à la gestion et reçoivent un équipement (machine à coudre, outils...). Durant toute la formation, l'un des neuf accompagnateurs de l'ASMU fait enfin une visite hebdomadaire de suivi à l'atelier de chaque jeune afin de résoudre les éventuels problèmes, de travail mais aussi familiaux.

La méthode a du succès. « Beaucoup de Maîtres Artisans



FINANCEMENT : 40 000 €

ne veulent que nos apprentis » affirme Lucien Koffi Kouadio. Peut-être aussi en raison des interventions menées auprès de ces artisans au travers de leurs associations professionnelles. « Gestion ou pédagogie, il est très important que les artisans aussi soient formés... à former ».

MALI La Maison du Métal favorise l'insertion en répondant aux besoins économiques nationaux

Négé Blon (La Maison du Métal), forme des jeunes déscolarisés (formation initiale, 24 mois) ou des ouvriers (formation continue, de 3 semaines à 6 mois) aux métiers de chaudronnier, tôlier, tuyauteur ou soudeur. Cette initiative vise à favoriser l'insertion professionnelle en résonance

avec les besoins du pays. Au Mali, les métiers du métal restent méconnus malgré d'importants besoins pour le développement économique national (construction d'infrastructures de désenclavement ou de transformation des productions locales, équipement des unités industrielles...). Sur

trois ans, près de 900 jeunes et 300 ouvriers devraient bénéficier des formations dispensées par la Maison du Métal. Le projet doit par ailleurs contribuer à l'élaboration d'une politique nationale de formation professionnelle pour les personnes exclues du système éducatif.

FINANCEMENT : 100 000 €



Le premier des Objectifs du Millénaire était de réduire de moitié la pauvreté et la faim entre 1990 et 2015. Mais, entre crise financière et flambée des prix des denrées alimentaires, la communauté internationale peine à atteindre son ambition : 925 millions de personnes souffrent toujours de la faim, 55 millions d'enfants subissent une malnutrition aiguë (10 000 en meurent chaque jour).

Paradoxe, les petits paysans sont souvent parmi les plus touchés. En Afrique notamment, ils ne peuvent concurrencer les produits agricoles européens subventionnés. Le combat contre la faim dans cette région du globe passe par des programmes destinés à rendre accessible la nourriture aux plus vulnérables mais aussi par un indispensable développement de la productivité agricole.

Accompagnant ce double mouvement de lutte contre la faim, la Fondation Caritas France soutient des projets visant à améliorer la gestion des stocks agricoles, à organiser les circuits de commercialisation ou à développer la productivité agricole dans une approche économiquement et environnementalement durable.

(zoom sur) SAHEL

Banques de céréales et microcrédit bancaire

Près de 40 % des populations sahéniennes sont victimes de l'insécurité alimentaire. Elles sont particulièrement vulnérables durant la soudure, période entre deux récoltes où la nourriture vient à manquer (4 à 9 mois par an, selon le résultat de la récolte). Durant cette phase où les stocks de céréales s'épuisent, « les commerçants font doubler ou tripler les prix, et la population – notamment les petits agriculteurs – vend le peu qu'elle possède pour se nourrir », explique Anne-Marie

Bouvié au Secours Catholique. Afin de mieux réguler les stocks et de lutter contre la flambée des prix, la Fondation Caritas France soutient un projet de magasins et de banques de céréales (de 5 à 10 tonnes) dans trois pays sahéniens. Mené par les Caritas du Burkina Faso, du Niger et de Mauritanie, en partenariat avec Caritas Belgique, Caritas Espagne, le Secours Catholique et la Fondation Euromaid, ce programme prévoit déjà la construction

d'une vingtaine de banques de stockage, bénéficiant à 3 300 familles constituées en coopératives.

En y déposant leurs céréales, les producteurs membres s'assurent un revenu immédiat mais aussi la garantie de pouvoir acheter des denrées au-dessous du prix du marché durant la soudure. Ceci notamment dans les régions les plus déficitaires grâce à la mise en réseau des banques et à des transferts depuis les zones excédentaires. Ils



FINANCEMENT : 75 000 €

s'ouvrent également la possibilité de bénéficier de microcrédits pour développer des activités annexes (élevage, maraîchage) et mieux affronter les périodes de pénurie.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Revitaliser une région agricole en jachère

Zone stratégique dans l'économie rurale centrafricaine, la Nana Gribizi a subi de plein fouet la crise politico-militaire de 2003. La filière coton, autour de laquelle s'organisaient les services agricoles, s'est effondrée. Aucun autre modèle de développement ne l'a encore remplacée. Pourtant, le potentiel de la région reste important, pour autant que l'on améliore la pro-

ductivité de la culture et de l'élevage et que l'on travaille à structurer de petites filières agricoles. Pour ce faire, l'ONG Solidarités a lancé en 2010 un programme appuyé sur divers acteurs dont l'association Échelle, organisation centrafricaine de référence sur le renforcement des capacités des acteurs locaux.

Les communautés de la Nana Gribizi seront ainsi les pre-

miers artisans du renouveau agricole et identifieront les infrastructures économiques à construire ou à réhabiliter pour la conservation des récoltes (greniers, silos), la transformation des produits alimentaires (aire de séchage, moulins...) ou la commercialisation (information sur les prix, appui aux groupements de producteurs...). Plus de 2 500 familles – soit 13 000

personnes – devraient ainsi être épaulées. Grâce à l'apport de 50 000 € en fonds propres par la Fondation Caritas France, Solidarités a pu bénéficier d'un co-financement de 600 000 € d'Europe Aid sur ce programme.

FINANCEMENT : 50 000 €



“ J’ai vécu la création de la Fondation Caritas comme un déclic : celui d’engager non seulement une partie de mon patrimoine mais aussi mes compétences au service de la lutte contre la pauvreté. ”

Luc Trouillard,
Fondation Le Manteau
de Saint Martin,
abritée depuis 2009

UNE FAMILLE DE FONDATIONS...

Les aspirations des neuf fondations qui ont choisi de s’abriter sous égide de la Fondation Caritas France au cours de son premier exercice sont multiples.

En fonction de la spécificité et de la personnalité des fondateurs, elles sont amenées à œuvrer sur des thématiques plus ou moins larges, sur un territoire spécifique ou l’ensemble du pays, en France comme à l’étranger. **Différentes mais semblables, telles les membres d’une famille, elles se retrouvent dans une communauté de valeurs et de mission : la lutte contre la pauvreté et l’exclusion.**

Première fondation abritante spécialisée sur ce champ d’action, **la Fondation Caritas France offre à ces fondations sous égide un partenariat unique avec les réseaux Caritas** : celui du Secours Catholique en France (3885 équipes locales, 62000 bénévoles et 956 salariés) ainsi que les 163 Caritas dans le monde. Les fondations abritées peuvent ainsi choisir de soutenir les actions menées par ces réseaux ou développer leurs propres projets.

Outre cette expertise de terrain, elles trouvent également au sein de la Fondation de solides compétences en ingénierie des fondations ainsi qu’un conseil et une écoute, au service de leurs diverses aspirations.

... DES FONDATIONS FAMILIALES

La Fondation Caritas France est en grande partie née de l’écoute attentive de donateurs souhaitant s’impliquer plus fortement et plus personnellement, désirant « *aller au-delà d’un beau chèque* ».

Certains évoquent l’envie d’être plus en cohérence avec leurs valeurs d’inspiration chrétienne, d’aller plus loin dans le partage, chemin de construction personnelle mais aussi familiale. **Ils attendent un outil leur permettant de transmettre ces valeurs à leurs enfants. D’autres se situent dans une démarche de philanthropie engagée, plus stratégique.** Souvent plus jeunes, issus du monde de l’entreprise, ils recherchent un moyen de renforcer l’impact et l’efficacité de leurs dons, n’hésitant pas à raisonner en termes de retour social sur investissement.

Pour ces donateurs, l’idée d’une fondation abritée semble évidente. Tout comme celle d’une fondation abritante l’était pour le Secours Catholique, désireux par ailleurs de poser un signe durable, de créer un outil pérenne et innovant d’action, suite à son 60^e anniversaire.

À la croisée de ces volontés, la Fondation Caritas France est ainsi un interlocuteur privilégié des fondateurs familiaux.

Réactivité, proximité, simplicité des contacts, juste niveau des moyens, tels sont les moteurs du partenariat qu’elle entend développer avec les fondateurs et leurs familles. **Elle poursuit avec eux un objectif unique : mieux combattre, en innovant, la pauvreté et l’exclusion en France et dans le Monde.**

UNE OFFRE SUR MESURE POUR LES FONDATIONS FAMILIALES

VALEURS. En résonance avec les valeurs des fondateurs, la Fondation Caritas France leur offre des temps de rencontre répondant à leurs aspirations (conférences, grands témoins, temps spirituels...).

COMMUNAUTÉ. Partage d'expérience entre fondateurs, financement de projets en commun, tours de table... au travers de son Club de Fondateurs, la Fondation Caritas France favorise l'émergence d'une communauté engagée.

CONSEIL. La Fondation met en place divers outils pour accompagner les fondateurs dans la conduite de leurs actions : proposition de projets à financer, avis d'experts, visites de terrain, constitution de dossiers *due diligence* ou mise en place d'outils d'évaluation. Elle les soutient également dans leurs actions de collecte de fonds (aide à la création d'outils de communication...).

FAMILLE. La Fondation Caritas France permet à chaque fondateur de définir son propre chemin pour impliquer son conjoint, ses proches et ses enfants, avec des propositions adaptées aux plus jeunes (séjours solidaires, stages au Secours Catholique...)

PÉRENNITÉ. La Fondation Caritas France accompagne les fondateurs dans les évolutions juridiques ou de gouvernance (transfert, reprise) de leur fondation sous égide.

SOUTIEN. La Fondation assure enfin la gestion administrative et comptable des fondations sous égide. Son équipe propose également un appui ponctuel en secrétariat, de la mise à disposition de stagiaires, l'organisation de réunions dans les locaux de la Fondation...

Fondation Lucq Espérance

“Expérimenter la joie du don et du partage”

Plutôt que de “saupoudrer du don”, François Dufourcq a choisi d'aller au bout de la “joie du partage” avec sa famille. À l'automne 2010, il a créé la fondation Lucq Espérance sous égide de la Fondation Caritas France.

Pourquoi avoir créé une fondation abritée ?

Quand on est aux manettes de son entreprise et qu'on le peut, on n'a pas le droit de ne pas partager en conséquence. C'est presque une exigence morale. “Saupoudrer” du don à diverses organisations manque un peu de profondeur selon moi. La fondation abritée me permet de donner dans la durée, d'impliquer mes enfants et aussi de professionnaliser un peu notre engagement. Je donne à ma fondation à titre personnel comme au titre de mon entreprise. Se battre pour accroître la valeur de sa société, ce n'est pas passionnant. Là, quand je gagne un client, je sais que cela va aussi me permettre de donner plus à la fondation.

Qu'est ce qui a motivé votre choix de rejoindre la Fondation Caritas ?

D'abord parce que je m'y trouve chez moi. J'ai été baigné dans l'église catholique et je suis très marqué par ma religion. Par ailleurs, le Secours Catholique et la Fondation Caritas ont un capital de réflexion sur l'homme qu'on ne trouve pas ailleurs. Ils sont professionnels, ont du recul sur les problématiques sur lesquelles ils travaillent. Grâce à son maillage, Caritas sait où est l'homme souffrant. À l'étranger mais aussi près de nous. Je crois par ailleurs qu'elle permet plus que d'autres de travailler en équipe, notamment entre fondateurs.

Comment s'organise l'action de votre fondation ?

Les fonds se répartissent à 50-50 entre la France et l'étranger. Au Sud, nous finançons surtout des projets d'éducation. En France, nous agissons plus sur le lien social. Ici on ne meurt peut-être pas de faim mais on meurt de solitude. Nous intervenons dans de petits projets prometteurs afin de leur donner du capital pour se développer. Mais nous essayons de ne pas dépasser 10 ou 15 % de leur budget. L'idée est d'avoir un effet de levier, pas qu'ils dépendent de nous.

Vous parliez de vos enfants, quelle est leur implication ?

Cette fondation est un choix familial. Ce n'est pas seulement l'initiative de “papa-maman” et mes cinq enfants apportent parfois des projets. Nous sommes tous d'accord pour donner encore plus à la Fondation à l'avenir. Ma dernière fille me dit « *heureusement qu'il y a la fondation parce que j'aurais honte* ». Non pas que nous ayons un train de vie incroyable. Mais elle réalise la chance qu'elle a par rapport à certains de ses amis. Ce n'est pas en leur réservant un gros héritage qu'on rend ses enfants plus heureux, mais en leur offrant la possibilité de se réaliser eux-mêmes et d'expérimenter la joie du don et du partage.



© DR



LA FONDATION LE MANTEAU DE SAINT-MARTIN fournit à des personnes en situation de pauvreté, en France, un complément de revenus financiers durant la période nécessaire au passage d'un "mauvais cap". Elle finance également les investissements nécessaires à leur autonomie financière.



LA FONDATION DÉVELOPPEMENT ET SOLIDARITÉ DE FONDACIO assiste et accompagne les personnes les plus démunies dans le but de faciliter leur insertion dans la société et leur promotion sociale. Elle met par ailleurs en œuvre des actions d'animation, de formation, de solidarité...



LA FONDATION Avenir ENFANCE CAMBODGE accompagne l'enfance défavorisée, au Cambodge, dans son éducation et développement social et scolaire, dans le respect de sa culture.



LA FONDATION SOLIDAIRES ET VOLONTAIRES favorise la solidarité envers les acteurs de développement des pays du Sud dans la dynamique de l'option préférentielle pour les pauvres, en lien avec la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC). Elle promeut également l'engagement à l'international.



LA FONDATION "AVEYRON SOLIDAIRE" accompagne des projets d'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, notamment dans le département de l'Aveyron et par le biais du microcrédit. Le soutien financier et l'accompagnement personnalisé proposés visent à permettre à ces personnes de retrouver travail et dignité.



LA FONDATION ALAIN CHARRIER lutte contre l'exclusion de personnes fragilisées par des troubles psychiques, des maladies psychiatriques ou un traumatisme crânien, avec une finalité de réinsertion sociale, relationnelle et économique en milieu ordinaire.



LA FONDATION ENFANCE MISSIONNAIRE promeut et développe, dans le cadre de l'Œuvre Pontificale de l'Enfance Missionnaire, l'éducation chrétienne à la solidarité des enfants et toutes les activités exclusives d'assistance et de bienfaisance, en France et dans le monde.



LA FONDATION ALSACE SOLIDARITÉ apporte son soutien à des projets permettant de faciliter l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté. Elle soutient tout particulièrement la création de structures d'insertion par l'économique et le social dans le diocèse de Strasbourg ou la région Alsace.



LA FONDATION LUCQ ESPÉRANCE soutient des organismes dont l'activité est de lutter contre la grande détresse et l'exclusion, en France et dans le monde, et notamment les organismes qui œuvrent en faveur des personnes en grande difficulté financière et morale, de l'insertion des jeunes, des mal logés, des chômeurs, des populations déplacées.



Fondation Alain Charrier **Les Clubhouses,** une action collective, innovante et durable en faveur des handicapés psychiques

En créant une fondation qui porte le nom de son frère disparu, Philippe Charrier se tourne vers l'avenir, souhaitant inscrire dans le temps son engagement auprès de l'association qui porte en France le concept américain de Clubhouse : des centres d'accueil de jour pour les personnes fragilisées par un handicap psychique. Ancien P-DG France de P&G, actuel Président Directeur Général de Labco, Philippe Charrier est aussi un homme de "développement désirable".



Pourquoi s'engager ?

Quand on a été très gâté par la vie comme je l'ai été, cela me semble une réaction assez commune de vouloir "rendre" un peu à ceux qui en ont le plus besoin. Ensuite, on choisit les causes que l'on soutient par conviction personnelle. Dans mon cas, tout découpe l'idée de développement durable, ou plutôt, comme je me plais à l'appeler, de développement désirable. C'est mon fil conducteur.

Quelles actions avez-vous soutenues ?

Dans les années 80, alors que j'étais Dg Maroc de Procter & Gamble, nous avons créé – avec une poignée d'autres chefs d'entreprise – l'association Academia pour aider des étudiants marocains nécessiteux mais talentueux à faire des études. Par la suite, je me suis intéressé au Conservatoire du littoral, aux mal-logés, à l'environnement... Je suis aussi un des membres fondateurs du Club Entreprises et Handicap.

Le handicap est donc depuis longtemps une cause qui compte pour vous ?

Je le connais bien et depuis longtemps pour des raisons familiales. D'abord en raison de mon frère – décédé maintenant – dont la fondation porte le nom. Il était à 100 % handicapé du fait d'un traumatisme crânien et d'un coma de quatre ans. Je suis également touché par le handicap psychique dans ma famille très proche.

La souffrance proche donne parfois envie de s'éloigner du problème plutôt que de s'en saisir pleinement...

Si j'y réfléchis, j'ai laissé couler beaucoup de temps avant de me pencher sur le problème du handicap psychique

autrement que dans mon cadre familial. Peut-être, inconsciemment, à cause de ce que vous évoquez. Le besoin de prendre un peu de recul...

Comment est née l'idée d'importer le concept du Clubhouse en France ?

Comme souvent, tout est parti d'une rencontre. Il y a deux ans, j'ai fait la connaissance d'un homme d'affaires anglo-saxon dont le fils souffre d'un handicap psychique sérieux. Nous en avons discuté et il m'a fait visiter le premier Clubhouse créé, à New-York. J'ai trouvé l'initiative formidable. En France, il y a un vide extraordinaire concernant l'attention portée aux handicapés psychiques. Il m'a semblé que ce projet était une voie idéale pour initier une action collective et professionnelle.

Pourquoi avoir créé une fondation ?

Les Clubhouses sont portés par l'association Cap'cités que j'ai également créée. Mais le danger avec une asso-

ciation c'est la dépendance au flux des dons. La Fondation sera le coffre-fort de l'association en cas de problème. Je veillerai à ce que les fonds soient là chaque année. C'est une structure porteuse de sens, un gage d'engagement sur le long terme.

Et pourquoi vous être abrité à la Fondation Caritas France ?

J'ai eu une crise mystique à 12 ans... Si l'Esprit Saint m'a quitté assez rapidement, les valeurs chrétiennes sont restées. Le fait que le Secours Catholique est là pour durer a aussi été important. Si j'ai choisi ce "challenge", c'est enfin parce qu'il n'est pas trop institutionnel, qu'on y sent la passion, une forme de fraîcheur, et surtout une profonde bienveillance, un profond engagement. L'âge apporte cette beauté de pouvoir choisir avec qui l'on travaille. Quitte à œuvrer pendant les 30 ou 35 prochaines années avec quelqu'un, j'ai préféré choisir ceux avec qui je me sentais vraiment bien...

Un premier Clubhouse à Paris

Près de 350 clubs à travers le monde (et près de 60 000 membres bénéficiaires) partagent le modèle d'intervention appelé "Clubhouse". Ces lieux de vie de jour créés pour et avec des adultes fragilisés par des troubles psychiques sévères se concentrent sur trois vulnérabilités principales : l'isolement, la stigmatisation des malades, la difficulté d'insertion sociale ou professionnelle. Cherchant à s'appuyer sur le potentiel des membres plutôt que sur leurs faiblesses, ils ont l'originalité de concentrer en un seul lieu l'ensemble des services d'aide (retour à l'emploi, aide au logement, groupe d'entraide...). En France, un premier Clubhouse sera créé à Paris avec la volonté d'accueillir une cinquantaine de personnes, particulièrement des jeunes, avant que l'expérience ne soit essaimée.

“ L'autonomie des assistés



L'Institut de France a généreusement accepté, en mai 2009, d'accueillir sous son égide la Fondation Caritas France, dont le dossier de reconnaissance d'utilité publique était en cours d'instruction au Conseil d'État.

Du fait de l'octroi rapide, le 18 juin 2009, de la reconnaissance d'utilité publique pour la Fondation Caritas France, les fondateurs ont décidé, après réflexion avec le Chancelier Gabriel de Broglie, de conserver à l'Institut de France un fonds, dénommé "Fondation de recherche Caritas".

Le Conseil de la Fondation de recherche Caritas a d'une part octroyé en 2009 et 2010 des financements pour 11 projets d'un montant total de 310 000 €. Il a également décidé de décerner chaque année un Prix, d'une valeur de 10 000 €, récompensant une recherche, une publication ou un projet innovant de recherche-action sur la lutte contre la pauvreté.

Le 16 novembre 2010, à l'Institut de France, la Fondation de recherche Caritas a organisé, en partenariat avec le

Secours Catholique, un premier colloque intitulé *Ressources, crise et pauvreté*, au terme duquel le tout premier Prix de Recherche Caritas a été décerné à Nicolas Duvoux. Le lauréat 2010, jeune maître de conférences en sociologie à l'Université Paris Descartes, a été récompensé pour sa thèse de doctorat publiée par les Presses universitaires de France et intitulée *L'autonomie des assistés*.



La thèse de Nicolas Duvoux porte sur les allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) et montre que, dans un nouveau contexte de suspicion vis-à-vis des politiques d'assistance, tous les "Rmistés" ne perçoivent pas cette aide de la même manière.

Les plus solides l'acceptent volontiers quand ils trébuchent, mais refusent le statut d'assisté, tandis que les personnes plus en difficulté, ou victimes d'accidents de la vie, déprimées ou isolées, tentent de se stabiliser grâce à cette aide mensuelle. Et s'installent durablement dans le statut d'assisté. Le jeune chercheur souligne que ces personnes « vivent pour l'essentiel sur le mode de l'échec personnel ». Un destin dont les causes sont d'abord collectives.

Restent enfin les plus précarisés, qui cumulent graves problèmes de santé et absence de logement ou manque de formation, et vivent mal l'exigence d'autonomie rattachée au RMI. Leurs rapports avec les travailleurs sociaux, dont ils ne veulent pas être débiteurs, sont tendus. Violence des échanges. Rupture avec les institutions. L'analyse de cette troisième situation montre que la responsabilisation des individus peut parfois se retourner contre le lien social.

Ces trois perceptions différentes de l'autonomie de l'assisté (intériorisée, contrariée ou refusée) apportent un éclairage utile aux politiques sociales futures et incitent à changer notre regard sur les personnes assistées.

La Fondation de recherche Caritas invite les intellectuels à apporter la théorie nécessaire à sa pratique et les incite à proposer leur candidature aux Prix qui seront décernés les prochaines années.

www.fondationcaritasfrance.org

Conseil d'administration DE LA FONDATION CARITAS

Le Conseil d'Administration se réunit trimestriellement. Il se compose de 10 membres: 3 membres fondateurs* et 6 personnalités qualifiées, auxquels s'ajoute un Commissaire du gouvernement.

BUREAU

PRÉSIDENT **Gaston VANDECANDELAERE*** a dirigé une école d'ingénieurs (ISEN) puis a assumé la présidence de l'Université Catholique de Lille de 1991 à 2003. Président de la Délégation du Secours Catholique de Lille en 2005, il est devenu administrateur du Secours Catholique - Caritas France en septembre 2007, puis Vice-président en 2008.

VICE-PRÉSIDENT **Hubert FLAHAULT** a effectué sa carrière dans l'industrie des produits aromatiques, au Brésil, à Genève, en France. Il est Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris et ancien membre du Conseil Économique et Social.

TRÉSORIER **François MICOL*** a eu une expérience professionnelle dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein de groupes américains. Il a créé et développé les filiales et les réseaux de revente en Europe et dans les pays de l'Est. Il est trésorier de l'Association des Cités du Secours Catholique.

SECRÉTAIRE **Pierre LEVENÉ*** a été Secrétaire Général du Secours Catholique - Caritas France entre 2002 et 2010. Il a notamment dirigé l'Association des Cités du Secours Catholique qui regroupe 16 établissements du secteur social et médico-social (650 salariés). Pierre Levené a quitté sa fonction de Secrétaire fin 2010. Il est désormais délégué général de la Fondation Caritas France.

ADMINISTRATEURS

Hubert BRIN est membre du Conseil Économique, Social et Environnemental depuis 1989. Il y est Président de la section des affaires sociales depuis 2004.

Bernard HUART a été Directeur de Banque en charge des associations pendant 28 ans. Il est par ailleurs Président et administrateur de plusieurs associations ou fondations.

Le Père Gildas KERHUEL est Secrétaire Général adjoint de la Conférence des Évêques de France. Il assure entre autres le suivi des questions de solidarité.

Eléna LASIDA, économiste, est maître de conférences à la Faculté de Sciences Sociales et Économiques de l'Institut Catholique de Paris.

Denis PIVETEAU est actuellement conseiller-asseur à la Section du contentieux du Conseil d'État, et Président du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance-maladie.

Commissaire du gouvernement

Joël TIXIER a été désigné par le Ministère de l'Intérieur en tant que Commissaire du gouvernement. Il est actuellement en poste comme Secrétaire général de la Commission du Secret Défense.

Contrôle

La Fondation Caritas France est contrôlée par un commissaire aux comptes. Cette mission a été confiée au Cabinet Deloitte.

Comité Financier

Un groupe d'experts indépendants, animé par le Trésorier, oriente le Conseil d'administration pour les placements financiers de la Fondation. Un document de repères éthiques pour les placements et la gestion des fonds a été élaboré. Ce document donne notamment des repères pour mettre peu à peu en place une démarche d'investissement solidaire et en synergie avec les champs d'action de la fondation (*Mission Related Investments*).



Contacts



Pierre LEVENÉ
Délégué général
01 45 49 75 82
pierre.levene@fondationcaritasfrance.org



Jean Marie DESTREE
Délégué général adjoint
01 45 49 75 82
jeanmarie.destree@fondationcaritasfrance.org

**Vous avez un projet de donation,
ou de création d'une fondation abritée?**

Contactez-nous :



Vos valeurs en actions

Fondation Caritas France

106 rue du Bac
75341 Paris cedex 07

Jean-Marie Destrée

Tél: 01 45 49 75 82

E-mail: jeanmarie.destree@fondationcaritasfrance.org

www.fondationcaritasfrance.org